

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2005-2006

---

29 JUIN 2006

---

## Proposition de loi modifiant l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les frais de restaurant

(Déposée par Mme Annemie Van de Casteele et consorts)

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

Ces dernières années, le secteur de l'horeca a connu des difficultés en Belgique, comme en attestent les 1327 faillites enregistrées en 2005 dans ce secteur.

Les exploitants de cafés et de restaurants avaient donc placé tous leurs espoirs dans un abaissement de la TVA de 21 à 6%. Fin 2005, ce point été inscrit à l'ordre du jour du sommet européen des chefs d'État et de gouvernement, au cours duquel notre pays a été un partisan résolu de l'abaissement. Mais ce sommet a décidé de surseoir à statuer et de saisir du dossier le Conseil européen des ministres des Finances. Finalement, la demande d'abaissement des taux a été rejetée, l'Allemagne craignant qu'une baisse de la TVA sur les frais de restaurants n'ouvre la porte à des demandes similaires de l'ensemble des autres secteurs.

Nombre de restaurateurs comptaient pourtant sur cette baisse de la TVA pour permettre à leur commerce de redevenir financièrement viable. Or, il ne faut apparemment pas y compter dans les prochaines années. Notre pays ne peut pas non plus prendre de décision unilatérale dans ce dossier, dès lors qu'il ne peut agir en l'espèce sans l'autorisation de l'Union européenne.

La présente proposition de loi vise à suggérer une autre piste pour répondre à l'appel au secours d'un secteur qui mérite toute l'aide que l'on peut lui accorder, eu égard à son importance économique.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2005-2006

---

29 JUNI 2006

---

## Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 104 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzake restaurantkosten

(Ingediend door mevrouw Annemie Van de Casteele c.s.)

---

### TOELICHTING

---

De jongste jaren heeft de horeca in ons land het moeilijk gehad. In 2005 telde de sector 1327 faillissementen.

De uitbaters van cafés en restaurants hadden dan ook hun hoop gesteld op een verlaging van de BTW van 21 naar 6%. Eind 2005 kwam dit punt op de agenda van de Europese top van staats- en regeringsleiders. Ons land was daar een felle pleitbezorger van de verlaging. Het uitstel van beslissing op deze top en de verwijzing ervan naar de Europese Raad van ministers van Financiën bleek afstel. Duitsland vreesde dat een vermindering van de BTW voor restaurantkosten de poort wijd open zou zetten voor alle andere sectoren die hetzelfde zouden vragen.

Vele restaurantuitbaters hadden op die verlaging gehoopt om hun zaak terug financieel leefbaar te kunnen maken. Die mogelijkheid lijkt er de eerstkomende jaren niet in te zitten. Ons land kan hierin ook niet eenzijdig beslissen: het heeft hiervoor de toestemming van de Europese Unie nodig.

Met dit wetsvoorstel wil de indienster, via een andere piste, tegemoetkomen aan de noodkreet van de sector, welke gelet op zijn economisch belang alle mogelijke steun verdient.

Jusqu'à ce jour, les frais de restaurant ne sont déductibles comme charges professionnelles qu'à hauteur de 69 %, tant pour l'impôt des personnes physiques que pour l'impôt des sociétés. Le gouvernement ambitionne de porter sans tarder ce pourcentage à 75 %. Alors que par le passé, les frais de restaurants à l'étranger, les frais exposés pour des étrangers et les frais de restaurants dans le cadre de séminaires étaient intégralement déductibles, le nouveau régime prévoit qu'ils seront déductibles aussi à raison de 75 %.

Les frais de restaurant sont par ailleurs (partiellement) déductibles dans le cadre de l'impôt des personnes physiques pour les personnes qui justifient leurs frais réels. Comme la grande majorité des contribuables opte pour la déduction forfaitaire, la déduction des frais réels ne s'applique qu'à une infime partie des contribuables.

En vue d'encourager les autres contribuables à aller davantage au restaurant, l'auteur de la présente proposition de loi veut rendre déductibles aussi les frais de restaurant qui ne répondent pas à la définition de frais professionnels. La présente proposition vise à permettre à chaque contribuable de déduire fiscalement des frais de restaurant à hauteur de 250 euros par exercice d'imposition. Le bénéfice maximal que le contribuable pourra ainsi retirer de cette mesure se chiffrera entre 75 et 100 euros sur la base d'un taux d'imposition moyen de 30 à 40 %.

Si les 6 400 000 contribuables belges font un usage optimal de cette déduction des frais de restaurant, la présente proposition représentera un coût budgétaire de plus de 500 millions d'euros par an.

Il ne faut toutefois pas considérer cette somme comme un coût net. Lorsque, en 1999, le législateur a instauré l'obligation pour les restaurateurs de joindre à chaque note de restaurant une « souche TVA », son but était d'empêcher les restaurateurs d'éluder le fisc. Ceux-ci ont donc été contraints de joindre une souche TVA à chaque addition. Au départ, le client devait chaque fois en faire la demande explicite au restaurateur, car il risquait une amende s'il était contrôlé à la sortie de l'établissement par les services d'inspection et qu'il ne pouvait pas produire de souche TVA. Comme le fisc avait désormais connaissance de chaque note de restaurant par le biais de la souche TVA, cela devait lui permettre de savoir avec précision combien un restaurateur donné avait gagné. Le travail au noir était donc censé devenir impossible.

Cinq ans plus tard, la pratique nous montre qu'il n'en est rien. Le contrôle des clients à la sortie des restaurants a été bien vite abandonné et ces derniers n'ont donc plus intérêt à réclamer la fameuse souche TVA (à l'exception de la petite minorité d'entre eux qui l'utilisent comme justificatif de frais professionnels).

Tot op heden zijn restaurantkosten enkel aftrekbaar als beroepskosten ten belope van 69 %; dit geldt zowel in de personen- als in de vennootschapsbelasting. Het is de bedoeling van de regering om dit percentage spoedig op te trekken tot 75 %. Waar voorheen restaurantkosten in het buitenland, gemaakte kosten voor buitenlanders en restaurantkosten bij seminaries voor 100 % aftrekbaar waren, zal dit met de nieuwe regeling ook 75 % worden.

Restaurantkosten zijn ook (gedeeltelijk) aftrekbaar in de personenbelasting voor wie zijn beroepskosten bewijst. Omdat het overgrote deel van de belastingplichtigen de forfaitaire beroepsafrek verkiest, slaat de aftrek van werkelijke beroepskosten slechts op een uiterst klein deel belastingplichtigen.

Om de andere belastingplichtigen aan te moedigen vaker op restaurantbezoek te gaan, wil de indienster ook restaurantkosten die niet als beroepskosten omschreven worden, aftrekbaar maken. In dit voorstel voorziet zij erin dat elke belastingplichtige van zijn belastingen tot 250 euro per aanslagjaar aan restaurantkosten mag aftrekken. De maximale opbrengst die een belastingplichtige bijgevolg kan genieten, zal ergens tussen de 75 en 100 euro liggen, genomen tegen een gemiddelde aanslagvoet tussen de 30 en 40 %.

Rekening houdend met het feit dat de 6 400 000 belastingplichtigen in België maximaal van de restaurantafrek zouden gebruikmaken, brengt dat de budgettaire kost van dit voorstel op ruim 500 miljoen euro per jaar.

Het is echter verkeerd dit bedrag als een nettokost te beschouwen. Toen de wetgever in 1999 de verplichting invoerde voor restauranthouders om bij elke afrekening een zogenaamd BTW-bonnetje uit te schrijven, had hij als doel de zwarte omzet bij restaurants onmogelijk te maken. Ze werden verplicht bij elke afrekening een BTW-bonnetje uit te schrijven. Aanvankelijk moest de klant dit zelfs telkenmale expliciet aan de restauranthouder vragen, want als hij buiten de zaak werd opgewacht door inspectiediensten en geen bonnetje kon voorleggen, kon hij beboet worden. Doordat elke afrekening nu door middel van een BTW-bonnetje werd overgemaakt aan de belastingdiensten, zouden die tot op de euro nauwkeurig weten hoeveel een restaurateur verdiend had. « In het zwart werken » zou dus onmogelijk worden.

Vijf jaar praktijk leert echter het tegendeel. De inspectie van klanten bij het verlaten van een restaurant werd al vlug opgegeven, met als gevolg dat die er dan ook geen belang meer bij hebben of ze nu wel dan niet een BTW-bonnetje vragen (afgezien van de kleine minderheid die het als beroepskost in

Certains restaurateurs, qui ne veulent pas déclarer la totalité de leurs revenus au fisc, l'ont parfaitement bien compris.

Nous pouvons constater nous-mêmes qu'il est rare qu'une souche TVA soit délivrée avec la note de restaurant ou que l'on prenne la peine de demander au client s'il souhaite une souche TVA.

Selon une étude récente du professeur Jacques Vilrocx de la VUB, on peut estimer globalement à 40 % le chiffre d'affaires non déclaré du secteur de la restauration. Sur un chiffre d'affaires annuel de 4,4 milliards d'euros pour l'ensemble du secteur de la restauration en Belgique, cela représente pour le trésor public un manque à gagner d'au moins 140 millions d'euros (1) par an.

Ce montant représente une perte immédiate pour le trésor public, provoquée par une moins-value au niveau des recettes de l'impôt sur le revenu. Mais la perte est encore plus grande — quoique plus difficile à chiffrer — au niveau des recettes de TVA. Si l'on parvient finalement à systématiser la délivrance des souches TVA, cela permettra notamment de lutter contre tout un circuit de produits au noir. Pour générer un chiffre d'affaires non déclaré, le restaurateur a besoin de produits de base qui lui sont proposés au noir. Ces produits étant vendus sans facture, le trésor public perd encore 21 % de TVA sur ce chiffre d'affaires non déclaré. Comme il s'agit de matières premières achetées au noir, les 21 % de TVA réclamés aux clients finissent dans la poche de l'exploitant ou du fournisseur au lieu d'atterrir dans les caisses de l'État. Si une souche TVA est délivrée pour chaque repas servi dans un restaurant, cela permettra au trésor public de récupérer environ 370 millions d'euros (2).

Si le trésor public accuse un manque à gagner annuel d'environ 510 millions d'euros, c'est parce que les clients n'ont actuellement aucun intérêt à réclamer une souche TVA et qu'ils ne prennent pas la peine de la réclamer au restaurateur lorsque celui-ci ne la fournit pas spontanément.

Les choses seront tout autres si le client y a intérêt. En effet, dès l'instant où le client pourra porter des frais de restaurant en déduction de ses revenus imposables, il aura tout à gagner à réclamer une souche TVA. Cette souche, qui avait été instaurée à l'origine pour lutter contre les revenus non déclarés dans le secteur de la restauration, atteindrait ainsi finalement son objectif premier.

(1) 4,4 milliards d'euros  $\times$  40 % = 1,760 milliard d'euros de chiffre d'affaires au noir, ce qui représente 140 millions d'euros sur la base d'une marge bénéficiaire moyenne de 20 % et d'un taux d'imposition moyen de 40 %.

(2) 1,760 milliard d'euros de chiffre d'affaires non déclaré  $\times$  21 % TVA = 370 millions d'euros.

minderung kan brengen). Sommige restauranthouders die niet al hun inkomsten aan de belastingdiensten wensen aan te geven, beseffen dit ook.

Zelf kunnen we vaststellen dat er nog zelden een BTW-bonnetje uitgeschreven wordt bij een afrekening in een restaurant, of dat men op zijn minst beleefd vraagt of men een BTW-bonnetje nodig heeft.

Uit een recent onderzoek van VUB-professor Jacques Vilrocx blijkt dat in de restaurantsector over het algemeen kan uitgegaan worden van een gemiddelde zwarte omzet van 40 %. Op een jaarlijkse restaurantomzet van 4,4 miljard euro in België, betekent dit dat de schatkist per jaar al snel 140 miljoen euro (1) misloopt.

Dit bedrag is een onmiddellijk verlies voor de schatkist door de derving van belastingen op de winst. Een veel groter verlies — maar moeilijker te ramen — is het verlies aan BTW-inkomsten. Het uiteindelijk uitschrijven van het BTW-bonnetje zal met name ook een zwart circuit van producten onmogelijk maken. Om zwarte omzet te genereren, heeft een restauranthouder namelijk grondstoffen nodig die in het zwart aangeboden worden. Van deze grondstoffen zullen geen facturen bestaan, waardoor de schatkist uiteindelijk op deze zwarte omzet nog eens 21 % BTW verliest. Omdat het om « zwarte » grondstoffen gaat, zal de 21 % BTW, die aan de klant aangerekend wordt, verdwijnen in de broekzak van de uitbater of leverancier en niet de schatkist ten goede komen. Als telkens voor iedere maaltijd een BTW-bonnetje uitgeschreven wordt zal de schatkist hierdoor ongeveer 370 miljoen euro (2) recupereren.

De reden waarom de schatkist jaarlijks ongeveer 510 miljoen euro misloopt, is omdat klanten op dit ogenblik er geen belang bij hebben om een BTW-bonnetje te vragen en er bijgevolg de restauranthouder ook niet mee lastigvallen als hij er spontaan geen verstrekt.

Dit zal ongetwijfeld veranderen als de klant hier wel voordeel bij haalt. Als hij dit kan inbrengen als aftrek voor zijn belastingaangifte, heeft hij er alle belang bij om juist wel een BTW-bonnetje te vragen. Het oorspronkelijk idee van het BTW-bonnetje, dat ingevoerd werd om alle zwart geld uit de restaurantsector te bannen, zou zo dan eindelijk zijn doel bereiken.

(1) 4,4 miljard euro  $\times$  40 % = 1,760 miljard euro zwarte omzet, dit tegen een gemiddeld winstpercentage van 20 % en een gemiddelde aanslagvoet van 40 % maakt 140 miljoen euro.

(2) 1,760 miljard euro zwarte omzet  $\times$  21 % BTW = 370 miljoen euro.

La présente proposition de loi vise à soutenir le secteur de la restauration parce que celui-ci n'a pas obtenu l'abaissement escompté des taux de TVA. La proposition de loi incitera chaque Belge à aller au restaurant pour profiter d'un abattement fiscal de 250 euros au maximum, soit un total annuel de 1,6 milliard d'euros. L'accroissement de la fréquentation des restaurants qui en résultera fournira à ce secteur une importante source de revenus supplémentaires tout en dopant l'emploi dans la restauration.

L'auteur se rend parfaitement compte que la présente proposition de loi aura un impact budgétaire considérable et qu'elle représentera en réalité une réduction d'impôt de plus de 80 euros par contribuable.

Mais comme elle aura aussi pour effet que chaque client réclamera une souche TVA pour la joindre à sa déclaration d'impôt, elle permettra également d'atteindre la finalité première de la souche TVA. En conséquence, les sommes récupérées par rapport au manque à gagner fiscal compenseront amplement le coût budgétaire de la proposition.

\*  
\* \*

Met dit wetsvoorstel wil de indienster de restaurantsector een steun geven, omdat de sector geen beoogde verlaging van de BTW-tarieven heeft verkregen. Het wetsvoorstel zal iedere Belg ertoe aanzetten om op restaurantbezoek te gaan en zo te kunnen profiteren van een maximumbelastingaftrek van 250 euro. Het gaat hier om jaarlijks 1,6 miljard euro. Een groot deel hiervan zal door extra restaurantbezoeken heel wat extra-inkomsten betekenen voor restaurants waarbij ook de werkgelegenheid zal toenemen.

De indienster is er zich van bewust dat dit voorstel een grote budgettaire impact zal hebben en in wezen gelijkstaat met een belastingvermindering van ruim 80 euro voor iedere belastingplichtige.

Omdat het wetsvoorstel tot gevolg zal hebben dat iedere restaurantbezoeker een BTW-bonnetje zal nodig hebben ter staving van zijn belastingaangifte, zal met dit voorstel het oorspronkelijke doel van het BTW-bonnetje bereikt worden. Het gevolg zal zijn dat de recuperatie aan belastingderving de budgettaire kost van het voorstel ruimschoots zal compenseren.

Annemie VAN de CASTEELE.

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE LOI**

---

**Article 1<sup>er</sup>**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2**

L'article 104, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992, abrogé par la loi du 28 décembre 1992, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 10<sup>o</sup> les frais de restaurant qui ne constituent pas des charges professionnelles, à hauteur d'un montant ne pouvant excéder 250 euros, et dont la matérialité et le montant sont établis au moyen de pièces justificatives; »

**Art. 3**

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

3 mai 2006.

**WETSVOORSTEL**

---

**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2**

Artikel 104, eerste lid, 10<sup>o</sup>, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, opgeheven bij de wet van 28 december 1992, wordt hersteld in de volgende lezing :

« 10<sup>o</sup> restaurantuitgaven die geen beroepskosten zijn tot een maximum van 250 euro, en waarvan de echtheid en het bedrag verantwoord worden door middel van bewijsstukken; »

**Art. 3**

Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

3 mei 2006.

Annemie VAN de CASTEELE.  
Fauzaya TALHAOUI.  
Berni COLLAS.